



La responsabilité sociale des entreprises et le département d'État des États-Unis



Des femmes touchées par le sida partagent des histoires de survie à la clinique Reach Out en banlieue de Kampala, en Ouganda. La clinique a reçu des financements du Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR), un partenariat important avec le coordinateur des États-Unis pour la lutte contre le sida.. © AP Photo.

« Le gouvernement et les entreprises ont des responsabilités réciproques et ... si nous remplissons nos obligations ensemble, nous y trouverons tous notre compte. »

— LE PRÉSIDENT BARACK OBAMA

Le ferme engagement du département d'État en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) est illustré par l'approche globale qu'il a adoptée pour fournir soutien et conseil dans le domaine du comportement responsable des entreprises. Conformément à la volonté du secrétaire d'État d'utiliser des outils économiques mondiaux pour avancer les objectifs de la politique étrangère américaine, les directions et les bureaux jouent un rôle de premier plan dans des initiatives par-

ticulières, tout en assurant une coordination efficace et en forgeant des partenariats entre eux, les ambassades américaines, les entreprises, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes.

Responsabilité citoyenne des entreprises et droits de l'homme

Il existe un lien étroit entre la prospérité économique, le respect des droits de l'homme et la responsabilité citoyenne des entreprises. Le **Bureau des affaires économiques et commerciales (EB)** donne

des conseils et apporte son soutien aux sociétés américaines afin qu'elles entreprennent des activités commerciales socialement responsables et qu'elles appliquent des pratiques commerciales éthiques qui encouragent le développement durable. Le bureau travaille aussi avec les entreprises, les syndicats et la société civile pour adopter et mettre en œuvre des politiques d'entreprise exemplaires. Pour une grande partie de ce travail, l'interaction avec le secteur privé se fait dans le cadre des directives de l'Organisation de coopération et de développement économiques

La responsabilité sociale des entreprises et le département d'État des États-Unis



En haut, à gauche : Des élèves d'une école guatémaltèque ont accès à l'eau potable grâce à un projet financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le département d'État et l'USAID fournissent de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement par le biais du Partenariat des États-Unis pour l'eau. © USAID. En haut, à droite : Les peuples nomades d'Afghanistan ont accès à plus de 7.000 lanternes solaires par le biais du Programme pour l'énergie propre en Afghanistan de l'USAID. Assurer l'accès à une énergie sûre, fiable et propre est une initiative importante du Bureau des ressources énergétiques. © Robert Foster, Winrock International.

(OCDE) pour les entreprises multinationales et avec le point de contact national américain de l'EB pour les directives. Le département encourage et reconnaît des activités exemplaires de RSE dans des entreprises à travers le Prix annuel d'excellence de l'entrepreneuriat du secrétaire d'État américain.

Les services chargés des **Affaires Internationales du Travail, de la Liberté d'Internet, des Entreprises et des Droits de l'Homme**, qui relèvent du **Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail** (DRL) œuvrent de concert avec des entreprises, avec la société civile, y compris les syndicats et les organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'avec des gouvernements pour mettre en place des politiques qui respectent les droits de l'homme et du travail et contribuent le plus possible au développement mondial. L'équipe des entreprises et des droits de l'homme met l'accent sur l'engagement des acteurs au niveau des défis pratiques à l'intersection entre les entreprises et les droits de l'homme et sur les principaux efforts du gouvernement américain à mettre en œuvre les Principes directeurs de l'Organisation des Nations unies (ONU) relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Le travail de l'équipe comprend des actions visant à renforcer les normes nouvelles en matière de droits de l'homme et d'entreprises, à démontrer la valeur des systèmes crédibles à multiples parties prenantes, à encourager

les entreprises à appliquer les droits de l'homme et les droits du travail reconnus au niveau international à chaque étape des chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'à apporter des solutions aux défis de politique urgents qui entravent le respect des droits de l'homme par les entreprises. L'équipe de la propriété intellectuelle de l'EB œuvre pour protéger la propriété intellectuelle d'une manière qui soit compatible avec les droits de l'homme.

Le **Bureau chargé de la surveillance et de la lutte contre la traite des personnes** (TIP) travaille pour prévenir et mettre un terme à ce fléau par le biais de partenariats et d'engagement avec des chefs d'entreprise, des coalitions et des groupes d'investisseurs. Le TIP accomplit cela mettant en relief cette question et en encourageant l'application des directives de Louxor, qui mettent l'accent sur la politique d'entreprise, la planification stratégique, la sensibilisation du public, la traçabilité des chaînes d'approvements, les mesures de protection et la transparence de la part du gouvernement dans le but de réduire le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement.

Main d'œuvre et chaînes d'approvisionnement

L'EB, en collaboration avec le DRL et d'autres directions, coordonnent la participation du département d'État au Processus de Kimberley pour endiguer le flux des diamants de la guerre et veiller à la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement.



Une baleine retombe dans l'eau au large des côtes du Massachusetts. Protéger les océans du monde est une priorité du Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales. © cmiper/Flickr.

Le DRL encourage les droits des travailleurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris l'application des lois du travail, la diligence raisonnable, le renforcement du soutien juridique, l'élargissement des possibilités de moyens de subsistance et la promotion d'approches multilatérales. Le TIP a créé un partenariat avec l'organisation Slavery Footprint pour fournir des outils en ligne visant à donner le coup d'envoi à une action sur le marché et à un dialogue continu entre les consommateurs individuels et les producteurs à propos de l'esclavage moderne dans les chaînes d'approvisionnement.

Énergie et environnement

Les initiatives sectorielles en faveur de la RSE sont centrées sur la gestion responsable des ressources, l'efficacité énergétique et le changement climatique. Le **Bureau des ressources énergétiques** (ENR) dirige les efforts du département d'État visant à assurer que les relations diplomatiques font avancer les intérêts américains en matière d'accès à des sources d'énergie sûres, fiables et toujours plus propres. Il incite à la bonne gouvernance et à la transparence dans la gestion du secteur énergétique ainsi qu'à l'accès à une énergie écologiquement durable et commercialement viable pour les 1,3 milliard de personnes actuellement privées de services énergétiques. L'ENR soutient l'Initiative pour

la transparence dans les industries extractives, une nouvelle norme mondiale en matière de transparence des revenus, ainsi que d'autres initiatives au niveau de la gouvernance.

Le **Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales** (OES) fait avancer les objectifs des politiques américaines en matière de changement climatique, de science et de technologie, de santé, d'eau, de protection environnementale, de biodiversité, de questions relatives aux océans et aux pôles, de pêche et de politique spatiale. L'OES poursuit la RSE par le biais de plusieurs initiatives dont le Partenariat des États-Unis pour l'eau, des partenariats avec le Centre mondial de l'environnement et des sociétés dans le but d'aider les fournisseurs de petites entreprises à réduire la pollution et les émissions tout en améliorant leur efficacité énergétique, ainsi que le Partenariat Chlor-alkali pour encourager la conversion à des processus sans mercure et promouvoir des options de stockage sûrs. L'OES s'efforce d'encourager les efforts du secteur privé pour aider à atteindre les engagements pris par des pays dans le cadre de l'Accord de Copenhague de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).



Une mère embrasse sa fille devant une clinique parrainée par le Programme de santé maternelle et infantile de l'USAID en Indonésie. L'USAID et le Bureau des questions relatives aux femmes dans le monde œuvrent tous deux pour promouvoir l'accès des femmes et des enfants aux soins de santé.

Anti-Corruption

Le département d'État reconnaît que réduire la corruption est intrinsèquement lié aux intérêts des entreprises et de la société, en particulier en matière de RSE. Le **Bureau de l'application des lois et de la lutte contre les stupéfiants à l'étranger (INL)** œuvre pour promouvoir les efforts contre la corruption au niveau international et soutient la RSE en favorisant des pratiques commerciales propres, en engageant le milieu des affaires dans la lutte contre la corruption et en incitant à l'égalité des chances. L'INL soutient l'adoption et la mise en œuvre de normes multilatérales, y compris la Convention des Nations unies contre la corruption, et la Stratégie présidentielle contre la kleptocratie, notamment le refus de refuge. L'EB représente le département d'État au sein du Groupe de travail de l'OCDE contre la corruption dans les transactions commerciales internationales et cible également la corruption par le biais de l'Initiative de financement national pour le développement.

Santé et protection sociale

Le département d'État forme également des partenariats avec le secteur privé

pour lutter contre un certain nombre de défis mondiaux importants, notamment la propagation du VIH/sida et le chômage des jeunes. Le **Bureau du coordinateur des États-Unis pour la lutte contre le sida dans le monde (OGAC)** coordonne les efforts du gouvernement américain visant à combattre le VIH/sida, y compris par la mise en œuvre de partenariats qui combinent les ressources des secteurs public et privé afin d'atteindre les objectifs de prévention, de soins et de traitement du VIH/sida.

Le **Bureau des questions de la jeunesse mondiale (J/GYI)** coordonne les politiques en faveur de la jeunesse au sein de l'ensemble du département afin de responsabiliser les jeunes à travers le monde en tant qu'acteurs économiques et civiques. Il travaille avec le secteur privé et les parties prenantes de la société civile pour lutter contre le chômage des jeunes dans le monde en encourageant des stratégies axées sur la jeunesse dans le recrutement et le maintien des emplois, la formation professionnelle et la création d'emplois par le biais de l'entrepreneuriat et de programmes de RSE.

Partenariats et échanges

Le **Bureau de l'éducation et des affaires culturelles (ECA)** œuvre afin d'accroître la compréhension mutuelle entre le peuple des États-Unis et ceux d'autres pays du monde par le biais d'échanges éducatifs et culturels. L'ECA facilite les partenariats public-privé qui renforcent la croissance et les possibilités économiques, favorisent la technologie et soutiennent la jeunesse, et ce au profit de communautés locales dans 165 pays.

Le **Bureau des initiatives de partenariats mondiaux (S/GPI)** crée des partenariats stratégiques avec des entreprises, des organismes philanthropiques, des fondations, des universités, des communautés religieuses, des groupes de la diaspora et des particuliers pour promouvoir les buts et les objectifs du département en matière de RSE.

Le **Bureau des questions relatives aux femmes dans le monde (S/GWI)** soutient l'autonomisation économique, sociale, légale et politique des femmes et des filles, notamment en atténuant l'impact de la violence à l'égard des femmes, en veillant à améliorer leur accès aux soins de santé, à l'éducation et à la sécurité alimentaire tout en œuvrant pour résoudre les problèmes mondiaux, tels que le changement climatique, et en s'assurant que les femmes participent à la reconstruction post-conflit et au développement.